



Le **Service Public** au **cœur**



Epinal, le 20/04/2011

Communiqué de presse

Quand l'enseignement privé pleure misère, l'enseignement public crie famine.

L'UNSA Education 88 croit rêver. Non seulement l'enseignement privé tend sa sébile pour mendier quelques emplois au gouvernement, mais dressé sur ses ergots, il lui lance un "avertissement solennel".

Au moment où l'on contraint l'École de la République à des sacrifices destructeurs, cette démarche est proprement indécente. Elle l'est d'autant plus qu'une nouvelle fois, dans le budget 2011, le privé ne supporte que 10 % des suppressions d'emplois alors qu'il représente 17 % des effectifs scolarisés.

L'UNSA Education 88 dénonce la façon dont l'enseignement privé est une fois de plus épargné dans la loi de finance 2011.

Pendant de trop nombreuses années, 20% des créations de postes lui étaient systématiquement réservées : ainsi lorsque 5 postes d'enseignants étaient créés, 4 concernaient le service public et 1 le privé. Depuis 2007, alors que la politique du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux tourne à plein régime, il ne supporte que 10 % des suppressions d'emplois. La loi de finance 2011 ne déroge pas à cette répartition injuste. Le tristement célèbre sénateur Carle a dérobé 4 millions de l'enseignement public pour alimenter l'enseignement catholique. La facture pour les Vosges est de 5,5 emplois d'administratifs qui vont manquer à l'Inspection académique.

Si la « règle » des 1 pour 5 avait été appliquée en cette période de restrictions budgétaires, le privé aurait dû perdre, pour 2011, plus de 3200 postes au lieu des 1600 prévus. Au total, sur 5 ans, c'est 8000 suppressions qui lui auront été épargnées. Une telle « largesse » est financée par le budget de l'État au détriment du seul service public et laïque d'éducation. L'UNSA Education 88 rappelle que c'est pourtant sur lui seul que repose la scolarisation de toutes et tous quels que soient les territoires. Il assume cette responsabilité gratuitement et sans sélectionner ses élèves.

L'UNSA Education 88 exige des parlementaires un collectif budgétaire remettant l'éducation publique au centre des investissements de la nation.